

Lagarde et Sarkozy pas d'accord cacophonie en haut lieu

L'Etat peut-il investir pour sauver Gandrange ? C'est tout le débat qui semble agiter les plus hauts sommets de l'Etat depuis l'annonce faite, lundi, aux salariés de l'aciérie par Nicolas Sarkozy. Sa ministre de l'Economie Christine Lagarde dit le contraire mais le président persiste et signe et veut faire « pour Gandrange, ce qu'il a fait pour Alstom. »

C'est tant mieux, on n'arrête pas de parler de Gandrange ! » Jacky Mascelli, délégué CGT de Gandrange, ne croit pas si bien dire. Le sort de l'usine sidérurgique de la vallée de l'Orne a été à l'origine d'une singulière cacophonie au plus haut sommet de l'Etat. Résumé des prises de paroles : « L'Etat est prêt à investir pour sauver l'aciérie ! » lance, lundi à Gandrange, Nicolas Sarkozy aux salariés du site. « L'Etat ne peut forcer un industriel à investir. On n'investit pas à sa place », explique Christine Lagarde, hier matin, sur RTL. Elle nuance le propos présidentiel en précisant que « nous étions à la recherche de repreneurs pour l'activité menacée. » On dirait un désaveu du projet du Président. « Quand Lagarde rappelle à l'ordre le président de la République ! » glisse la CFDT sur son blog. Mais l'épisode ne s'arrête pas là.

Deux approches différentes

En visite chez Alstom à La Rochelle, Nicolas Sarkozy maintient son engagement et assène qu'il « veut faire pour Gandrange ce qu'il a fait pour Alstom » en référence au sauvetage de cette entreprise en 2003 lorsque l'Etat était entré dans le capital à hauteur de 22 %. Il répète presque mot pour mot son credo de la veille. « Je crois dans l'acier et je préfère qu'on mette de l'argent pour investir dans l'usine que pour mettre les gens en préretraite. »

Christine Lagarde, esquivé le sujet l'après-midi à l'Assemblée nationale lors de la séance de



Lors de sa visite sur le site, lundi, le président a assuré que « l'Etat était prêt à investir pour sauver l'aciérie. »

questions au gouvernement et appelle « les responsables locaux à se mobiliser pour éviter une fermeture du site ArcelorMittal de Gandrange. » Ces échanges traduisent, en vérité, l'embarras gouvernemental face à une promesse délicate à tenir. « Ce que dit Mme Lagarde c'est la réalité. L'Etat ne peut pas subventionner une société qui fait 8 milliards de bénéfice », reconnaît Pierre Sutter de la CFE/CGC de Gandrange « et le président de la République ne peut pas changer les règles du

jeu. » Des règles européennes qui veillent à la concurrence et peuvent autoriser un Etat membre à se porter à la rescousse d'une entreprise en difficulté, mais à certaines conditions.

Au sommet de l'Etat deux approches s'opposent. La ligne libérale incarnée par Christine Lagarde et Henri Novelli, secrétaire d'Etat aux entreprises, qui dès l'annonce de l'arrêt de l'aciérie évoquaient déjà le reclassement du personnel et le plan social, au grand dam des syndicats en

pleine lutte sur le terrain. Et celle de Nicolas Sarkozy qui croit à l'interventionisme d'Etat pour retourner une décision industrielle. Une recette qui avait fonctionné avec Alstom.

L'opposition fait bien sûr ses choux gras de cette confusion. « Le président de la République multiplie des promesses qu'il sera incapable de tenir. Il est dans l'improvisation à la conquête de sa popularité. » Des promesses pourtant auxquelles s'accrochent les gens de Gandrange. « Nous,

on retient ce qu'a dit le président », dit la CGT. « Il est allé très loin dans les engagements de l'Etat vis-à-vis de cette usine. Mais ce sont une nouvelle fois les salariés qui risquent d'être pris en otage : d'une démagogie présidentielle ou d'une réalité économique implacable » craint la CFDT qui, avec les autres syndicats, préparent activement la manifestation de samedi prévue sur le site.

Bernard KRATZ.

Réactions

• **Jean-Pierre Masseret, président du conseil régional** : « Le président de la République s'est engagé. Ses engagements devront être tenus, et non oubliés, après les prochaines échéances électorales de mars. »

• **Jean-Marc Todeschini, sénateur et premier secrétaire du PS en Moselle** : « Le président Nicolas Sarkozy a créé un espoir que nous souhaitons voir se concrétiser, comme l'ensemble des salariés. »

• **Philippe Leroy président du conseil général de la Moselle** : « La visite du président de la République est grand signe d'espoir pour l'avenir des salariés et du site de Gandrange. [...] L'objectif est de parvenir en avril à un plan industriellement et juridiquement cohérent. »

• **François Grodidier président de l'UMP Moselle** : « Le geste est fort et sans précédent. Nicolas Sarkozy a su écouter et réagir de la façon la plus appropriée. »